

Face à la rue, Macron affiche sa détermination à réformer

A la veille des manifestations de la CGT et de La France insoumise, le chef de l'Etat a fait valoir, depuis New York, que la démocratie, ce n'était « pas la rue ».

LE MONDE | 21.09.2017 à 06h46 | Par Solenn de Royer ([/journaliste/solenn-de-royer/](#)) et Bastien Bonnefous ([/journaliste/bastien-bonnefous/](#))

Un nouvel avertissement envoyé de l'étranger. Cette fois-ci, c'est depuis New York, où il se trouvait pour l'Assemblée générale des Nations unies, qu'Emmanuel Macron a prévenu qu'il ne céderait pas sur les réformes engagées en France. Des propos tenus à la veille de deux nouvelles manifestations contre les ordonnances réformant le code du travail, les jeudi 21 et samedi 23 septembre, à l'appel de la CGT et de Solidaires d'un côté et de La France insoumise (LFI), de l'autre. « *Je crois dans la démocratie, mais la démocratie ce n'est pas la rue* », a ainsi lancé le président de la République sur CNN, mardi 19 septembre ([/politique/article/2017/09/20/macron-sur-cnn-la-democratie-ce-n-est-pas-la-rue_5188532_823448.html](#)).



Emmanuel Macron lors de son interview par la journaliste Christiane Amanpour sur la chaîne CNN à New York le 19 septembre 2017. CNN

Sur la chaîne américaine, M. Macron a précisé que s'il « *respecte ceux qui manifestent* », il « *respecte aussi les électeurs français* » qui ont « *voté pour le changement* ». « *Au début du mandat, vous avez un capital politique, vous devez vous en servir* », a-t-il ajouté, en admettant que les réformes pouvaient susciter « *une résistance* », « *des gens mécontents* ». « *C'est bon, je sais cela* », a-t-il conclu, comme agacé.

Des publics non neutres

Un peu plus tôt, devant la communauté française de New York, M. Macron a redit que les Français avaient du mal à accepter les réformes. « *Nous voyons tout avec beaucoup de lucidité mais nous ne faisons à peu près rien de ce que nous considérons devoir être fait* », a-t-il déclaré devant cet auditoire qui a voté pour lui à la majorité absolue (52,6 %) au premier tour de la présidentielle avant de le plébisciter au second (95 %). Le chef de l'Etat a également fustigé les « *assis et les prudents* ».

Fin août, il avait déjà expliqué depuis Bucarest, en Roumanie, que les Français « *détes[aient]* » les réformes. Moins de trois semaines plus tard, il avait assumé cette formule, cette fois depuis Athènes, en Grèce, et avait même été plus loin, assurant de sa détermination à conduire les réformes contre les « *fainéants* » et les « *cyniques* ».

Lire aussi : [Retrouvez nos tribunes sur la « réforme travail »](#) ([/idees/article/2017/06/07/le-debat-sur-la-reforme-du-code-du-travail_5140191_3232.html](#))

Tenues depuis l'étranger, devant des publics acquis, ces déclarations visant certaines catégories de Français, notamment ceux qui critiquent sa politique, ne sont pas neutres, observe le président de Polling Vox, Jérôme Sainte-Marie. Selon ce spécialiste de l'opinion, le chef de l'Etat « *dit, dans ces moments-là, le fond de sa pensée* », en opposant, consciemment ou non, des « *Français mondialisés, heureux, en mouvement* », une sorte d'« *élite globalisée* » d'un côté, et des Français plus « *sédentaires* », « *bloqués dans l'arrière-cour* », de l'autre.

« Un pays coupé en deux »

« *Emmanuel Macron est en train de consolider un pays coupé en deux, entre les insiders et les outsiders, les gagnants et les perdants* », analyse de son côté le député des Landes (Nouvelle gauche) Boris Vallaud, qui y voit une manifestation de pensée « *libérale* » du président de la République.

A l'Élysée, on explique que « *nommer le réel sans langue de bois* » est la « *marque de fabrique* » du président. « *Les circonvolutions diplomatiques ne font pas partie de sa manière de faire* », indique un conseiller, selon lequel M. Macron ne veut pas « *utiliser la langue morte de la politique* ». « *La détermination à transformer en profondeur le pays, ce n'est pas le mépris* », précise-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat.

Envoyé en démineur, le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a lui aussi démenti toute « *provocation* » de la part du président. « *C'est un fait (...) Il est important de rappeler qu'aujourd'hui il y a un pouvoir légitime* », a-t-il insisté sur RMC, en s'opposant au fait qu'« *on emmerde les Français* » en bloquant la France.

Lire aussi : [Les questions que vous vous posez sur la réforme du code du travail](https://les-decodeurs/article/2017/09/12/les-questions-que-vous-vous-posez-sur-la-reforme-du-code-du-travail_5184510_4355770.html) (les-decodeurs/article/2017/09/12/les-questions-que-vous-vous-posez-sur-la-reforme-du-code-du-travail_5184510_4355770.html)

« La pire des choses serait qu'on recule »

Au sommet de l'Etat, où l'on veut éviter toute coagulation des mécontentements, l'on reste toutefois très « *attentif* » devant un front social qui s'élargit avec des manifestations de routiers le 25 septembre, de retraités (contre la hausse de la CSG) le 28 septembre, ou encore une mobilisation de fonctionnaires, le 10 octobre.

Inquiétant pour l'exécutif, une petite majorité de Français (53 %) soutient ou éprouve de la sympathie pour les manifestants, selon un sondage Elabe pour BFM TV, publié mercredi 20 septembre. Dans cette enquête, près de deux tiers des personnes interrogées (65 %) estiment que les ordonnances gouvernementales constituent une menace pour les droits des salariés.

« *La pire des choses serait qu'à la première difficulté, on recule, qu'on s'arrête au milieu du gué pour ne déranger personne*, prévient le député La République en marche (LRM), Stanislas Guérini, proche de l'Élysée. *Ce serait une trahison vis-à-vis des Français qui ont voté pour Emmanuel Macron en mai.* »

Exécutif soucieux de déminer

Devant un groupe de députés LRM reçus récemment à l'Élysée, le chef de l'Etat n'a laissé aucune place au doute quant à sa détermination. « *Depuis des décennies dans le pays, les politiques essaient de compenser ce qui ne marche pas*, leur a-t-il glissé. *Nous, on ne va pas compenser, on va s'y attaquer. On a été élu pour cela.* »

Reste qu'au-delà des déclarations volontaristes, l'exécutif se montre soucieux de déminer. Désireux de répondre à l'inquiétude des maires, exaspérés par le gel des dotations ou la baisse des emplois aidés, le premier ministre Edouard Philippe a précisé devant la Conférence des villes, mercredi 20 septembre, que les dotations de l'Etat en faveur des collectivités ne baisseraient pas en 2018. Le gouvernement a par ailleurs décidé de desserrer l'étau budgétaire, en faisant passer l'enveloppe d'économies prévues de 20 à 16 milliards d'euros.

« *En assumant son bras de fer avec la rue, Emmanuel Macron veut montrer qu'il mène une vraie réforme*, analyse Chloé Morin, directrice de l'Observatoire de l'opinion à la Fondation Jean-Jaurès. *Ce faisant, il prend le risque de la provocation inutile, qui sera d'autant mieux accueillie par la CGT et Jean-Luc Mélenchon qu'ils manquent d'éléments concrets pour mobiliser, dans un climat où l'opinion semble plus résignée que révoltée.* »